

Zoom sur ...

... les « Bons COVID-19 » en zone UEMOA

En vue de contrer l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 sur les économies de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de plusieurs mesures destinées entre autres à soutenir le budget des Etats membres, mais de façon indirecte. Le 21 mars 2020, elle a annoncé l'affectation de 25 Mds FCFA (38 M EUR) à la Banque ouest africaine de développement (BOAD) afin d'accroître ses ressources concessionnelles en faveur des Etats membres. Le 21 avril, soit un mois après, elle a décidé d'appuyer les Etats dans la mobilisation de ressources financières à faible coût, en les accompagnant dans l'émission de bons du Trésor spéciaux, dénommés, « Bons Covid-19 ».

❖ Des bons bénéficiant de mesures spécifiques

Ces bons ont une maturité de trois mois et sont émis sur le marché financier régional par adjudication, avec le concours de l'Agence UMOA-Titres. La spécificité de ces bons tient au fait qu'un (i) un guichet spécial de refinancement à trois mois est ouvert par la BCEAO pour permettre aux banques de refinancer ces bons à un taux fixe de 2,50%. Aussi, ils peuvent être soumis au refinancement sur le guichet spécial dès le jour de l'émission et au plus tard un mois après leur acquisition pour la durée restante du titre. Par ailleurs, il convient de souligner que ce dispositif spécial

Synthèse des émissions de bons COVID-19 en zone UEMOA

Pays	Bons Covid-19 : Montant levé (Mds FCFA)	Nombre d'émissions
Bénin	133	1
Burkina Faso	80	1
Côte d'Ivoire	535	3
Guinée-Bissau	15,5	1
Mali	88	1
Niger	110	1
Sénégal	103,13	1
Togo	108	1
Total	1 172,6	10

vient en complément des bons et obligations assimilables du trésor que les Etats émettent habituellement.

❖ 1,8 Md EUR levé en trois semaines par les Etats membres à travers les bons COVID-19, dont 45,6% par la Côte d'Ivoire

La première émission de « Bons Covid-19 » a été réalisée le 27 avril 2020, suivie de 9 autres jusqu'à la date du 14 mai 2020. Ainsi, en trois semaines, les Etats de l'UEMOA ont mobilisé au total 1 172 Mds FCFA (1,8 Md EUR), à travers les Bons Covid-19. La Côte d'Ivoire arrive en tête avec 535 Mds FCFA, 45,6% des ressources levées, suivie par le Bénin (11,3%) et le Niger (9,4%). Toutefois, il convient de noter que la Côte d'Ivoire a réalisé 3 émissions au cours de la période sous revue, tandis que les autres Etats n'ont réalisé qu'une émission de bons Covid-19 chacun.

❖ Des bons bien accueillis par le marché et des taux d'intérêt relativement intéressants pour les Etats

Les bons COVID-19 ont été très bien accueillis par le marché puisque, sur la période, ils ont tous été sursouscrits : les taux de souscription variant entre 207% et 520%. En outre, les taux d'intérêt ont été relativement plus avantageux pour les Etats : compris entre 2,76% et 3,52%. En comparaison, les taux des bons de même maturité émis depuis le début de l'année 2020 se situent entre 3,81% et 3,99%.

Etat de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'ouest (hors Nigéria – Ghana) à la date du 14 /05/2020

Pays	Cas	Décès	Guérisons	Cas actifs
Bénin	339	2	83	254
Burkina Faso	773	51	592	130
Cap-Vert	315	2	67	246
Côte d'Ivoire	1971	24	930	1017
Gambie	23	1	10	12
Guinée	2473	15	895	1563
Guinée-Bissau	913	3	26	884
Libéria	215	20	105	90
Mali	779	46	436	297
Mauritanie	20	2	7	11
Niger	876	50	677	149
Sénégal	2189	23	842	1324
Sierra Leone	408	26	97	285
Togo	238	11	96	131
Total	11 532	276	4863	6393

ACTUALITE REGIONALE

La Banque africaine de développement finance la mise en œuvre du Marché unique du transport aérien africain à hauteur de 6,8 M USD

[Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé, le 4 février 2020, un don de plus de 6,8 M USD](#) à la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), basée au Sénégal, pour la mise en œuvre du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA). Ce financement permettra notamment le renforcement institutionnel de la CAFAC, afin de fournir à l'organisme d'exécution et aux autres institutions parties prenantes (communautés économiques régionales, États et compagnies aériennes) les connaissances et les compétences nécessaires pour établir durablement le MUTAA. Un appui au développement durable du transport aérien en Afrique, par le renforcement de la sûreté, de la sécurité et de la protection de l'environnement, est également prévu. Le Fonds africain de développement, guichet de financement concessionnel du Groupe de la BAfD, supporte ainsi 89,5% du coût global de ce projet d'appui institutionnel, d'une durée de 3 ans, estimé à 7,6 M USD – le reste (10,4%) étant cofinancé par la CAFAC. A terme, le MUTAA devrait améliorer l'accès des Africains (plus de 1,2 milliard de personnes) au transport aérien et favoriser l'intégration régionale en stimulant le commerce et le tourisme entre les pays du continent. [Pour rappel, le Président togolais, Faure Gnassingbé, a été désigné « champion » du MUTAA](#) au moment de l'élaboration du projet, en janvier 2018. Avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le MUTAA est l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

23,6 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire au Sahel selon l'OCHA

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a publié cette semaine [un rapport sur les besoins humanitaires et financiers dans la région du Sahel](#). Le rapport révèle une escalade de la violence dans les zones de conflit, des besoins sanitaires et alimentaires croissants et une augmentation préoccupante du nombre de déplacés internes dans les pays sahéliens (Tchad et Nigéria inclus, soit 120 millions d'habitant au total dans la région étudiée). En effet, 6,9 millions de personnes sont actuellement aux prises de déplacements forcés, dont presque 4,5 millions d'entre elles sont des déplacés dans leur propre pays ou des réfugiés – soit un million de plus qu'en 2018. Par ailleurs, 13 millions de personnes pourraient être confrontées à un manque critique de nourriture d'ici la fin de l'année 2020. Selon le rapport, la malnutrition dans les zones de conflit risque de se détériorer rapidement et 1,6 million d'enfants âgés de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë sévère. Au total en 2020, 23,6 millions de personnes auront ainsi besoin d'assistance humanitaire et de protection. Il s'agit du nombre le plus élevé jamais enregistré par l'institution internationale. Sans prendre en considération les effets de la pandémie de COVID-19, les besoins financiers pour faire face à cette crise sont estimés à 2,8 Mds USD. La crise sanitaire liée au coronavirus pourrait aggraver la situation. Les besoins pour faire face à la pandémie sont estimés à 638 M USD.

L'AATF et l'AUDA-NEPAD collaborent pour promouvoir la recherche et la commercialisation des produits agricoles en Afrique

[Un accord de collaboration a été signé entre la Fondation africaine pour les technologies agricoles \(AATF\) et l'Agence de développement de l'Union africaine \(AUDA-NEPAD\)](#) dans l'objectif de favoriser l'émergence d'un environnement propice à la recherche et au développement agricole sur le continent. Si les projets qui seront mis en œuvre conjointement par les deux entités doivent encore être définis, l'amélioration de la production de semences de qualité – par exemple via le renforcement des politiques et des procédures de certification des semences et d'homologation des variétés – est l'une des thématiques de coopération mises en avant dans le communiqué officiel. Pour rappel, [l'AUDA-NEPAD](#) est l'Agence de développement de l'Union africaine qui coordonne et exécute les projets prioritaires de développement à l'échelle régionale et continentale, afin de promouvoir l'intégration régionale et en vue de la réalisation de l'Agenda 2063. [L'AATF](#) est une organisation à but non lucratif, basée au Kenya.

La société aurifère lamgold revoit à la baisse ses prévisions de production en raison du COVID-19

La compagnie canadienne active au Mali (deux mines), au Burkina Faso (une mine) et au Sénégal (une mine), a publié le 5 mai [ses résultats opérationnels et financiers pour le premier trimestre de l'année](#). Elle a produit 170 000 onces d'or à un coût moyen de 1 230 USD l'once, en légère diminution en glissement annuel, notamment à cause de teneurs plus faibles à Essakane (Burkina Faso). La compagnie a cependant généré 274,5 M USD de revenus, en hausse de 9 % en glissement annuel, en vendant 159 000 onces à un prix moyen de 1 603 USD. Cette augmentation serait liée à l'augmentation du prix de l'or sur les marchés mondiaux, consécutive à la crise sanitaire liée au COVID-19. Malgré ces bons résultats, lamgold a réduit ses prévisions de production pour l'année ainsi que ses dépenses en immobilisations, en raison de possibles conséquences de la pandémie. La compagnie prévoit ainsi de produire 685 000 à 740 000 onces d'or en 2020 (contre 700 K à 760 K onces précédemment) à un coût moyen compris entre 1 195 et 1 245 USD l'once.

BENIN

Avis général de passation de marchés pour le projet d'assainissement fluvial de Cotonou

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a publié le 11 mai l'avis général de passation de marchés pour le projet d'assainissement fluvial de Cotonou](#), qu'elle subventionne par un prêt de 61 M EUR à l'Etat béninois. Les objectifs spécifiques du projets sont : (i) la construction des 46 000 ml de collecteurs ; ; (ii) la construction de 90 000 ml de collecteurs secondaires et de caniveaux latéraux de rues ; (iii) l'aménagement et le pavage de 49 000 ml de rues) ; (iv) l'aménagement de 7 bassins de rétention ; (v) l'acquisition d'équipements pour la collecte des déchets solides ; (vi) la reconstruction et l'équipement de l'école des sourds ; (vii) la reconstruction et l'équipement de l'école primaire publique de Vedoko2 ; (viii) la reconstruction et l'équipement de laboratoire type centre de santé communautaire. Les dossiers d'appel d'offres seront disponibles le 23 juin 2020.

Le groupe de garage automobile Midas s'implante au Bénin

Déjà présent [en Côte d'Ivoire](#) avec 5 garages, le groupe Midas a ouvert sa première succursale à Cotonou, au carrefour Camp Guézo. Cette ouverture s'inscrit dans un projet d'implantation dans toute la sous-région. Pour rappel, l'entreprise appartient au groupe français Mobivia pour ce qui concerne ses activités en Europe, en Amérique latine et en Afrique.

BURKINA FASO

Campagne agricole 2020-2021 au Nord : 348 598 tonnes de céréales attendues

[A l'occasion de sa journée de programmation de la campagne agricole tenue le 5 mai](#), la Direction régionale de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles du Nord (DRAAHA) a communiqué sur ses objectifs pour la campagne 2020/2021. La DRAAHA prévoit ainsi : (i) une production de 348 598 tonnes de céréales, dont 32 498 tonnes de riz ; (ii) une production de rente de 40 475 tonnes ; (iii) 53 280 tonnes d'autres cultures vivrières. D'importants investissements sont attendus des partenaires au développement, notamment de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), pour le financement de l'aménagement de 6.130 ha de terres dégradées, la dotation en intrants, l'aménagement de bas-fonds d'une superficie totale de 930 ha, ou encore l'accompagnement à la production au profit des personnes déplacées internes. Le budget estimé de la DRAAH-nord et ses partenaires pour cette campagne 2020-2021 est d'environ 174 M FCFA (265 K EUR).

La Bank of China finance à hauteur de 84,5 M EUR la première phase du Projet Backbone National des Télécommunications

[L'Assemblée Nationale a autorisé, le 30 avril 2020, la ratification de la convention de crédit de 55,4 Mds FCFA \(84,5 M EUR\) signée le 20 juin 2019](#) entre le Burkina Faso et la Bank of China Limited Chenzhen Branch pour le financement de la [phase 1 du Projet Backbone National des Télécommunications \(PBNT\)](#). Ce crédit est couvert par la China Export & Credit Insurance Corporation (Sinosure), l'entreprise d'Etat d'assurance chinoise

spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation. Pour rappel, le coût de la première phase du projet est estimé à 65,2 Mds FCFA (99,4 M EUR). Il prévoit le déploiement d'un câble de fibre optique d'une longueur totale de 2001 kilomètres et permettra d'interconnecter 51 communes du Burkina Faso aux câbles sous-marins.

Création d'une plateforme pour recenser les innovations numériques

[Le ministère du développement de l'Economie numérique et des postes](#) a procédé au lancement d'une plateforme dénommée « [Platinum](#) », le 12 mai 2020. Il s'agit d'une base de données de tous les projets numériques au Burkina Faso, avec un classement des projets par secteur d'activité et par source. L'accès à une solution numérique sur la plateforme permet d'obtenir des informations sur le service proposé, son niveau d'avancement, sa date de création et la source de la solution numérique. L'objectif est de donner de la visibilité aux innovations numériques burkinabées.

CAP-VERT

La dette publique atteint 123,7% du PIB au quatrième trimestre 2019

[Selon le Ministère des Finances cap-verdien](#), la dette publique a augmenté de 5,8% en 2019 par rapport à l'année précédente, passant de 229 Mds CVE (2 070 M EUR) à 242 Mds CVE (2 191 M EUR). Son ratio par rapport au PIB du pays a en revanche diminué, passant de 124% du PIB à fin 2018, à 123,7% à la fin de 2019, en raison d'une croissance du PIB de 6,1% en 2019. La dette publique extérieure représente 73% du total. Le service de la dette a augmenté, passant de 14,8 Mds CVE (134 M EUR) en 2018 à 15,6 Mds CVE (142 M EUR) en 2019, soit 25% des recettes domestiques (contre 28,6% en 2018).

Fitch abaisse la note du Cap-Vert à B- et prévoit une récession de 14%

[L'agence de notation financière Fitch](#) a abaissé la note du Cap-Vert de B à B- avec une perspective stable, prévoyant une récession de 14% en 2020 en raison de l'arrêt du tourisme, qui représente 23% du PIB, dans un contexte où la demande extérieure stagne et la consommation privée est contrainte par les mesures de restrictions. La dette publique augmenterait à 154% du PIB, ce qui entraînerait une hausse des coûts du service de la dette et générerait des risques de refinancement. Selon l'agence, le déficit budgétaire atteindrait 10,2% du PIB en 2020, alors qu'il était de 2% à fin 2019. Pour 2021, Fitch prévoit une forte reprise, avec une croissance du PIB de 8,5%.

COTE D'IVOIRE

Levée progressive des mesures de restrictions face à la pandémie de COVID-19, y compris dans le Grand Abidjan

A l'issue d'une réunion extraordinaire du Conseil national de sécurité (CNS), le 14 mai, présidée par le Président ivoirien Alassane Ouattara, [la levée et l'assouplissement de plusieurs mesures visant à contenir la propagation de l'épidémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire ont été annoncés](#) : la levée du couvre-feu et des mesures de fermeture des maquis et restaurants à compter du 15 mai ; le réaménagement des mesures de restriction de rassemblements de population, initialement plafonnées à 50 personnes, qui passent dorénavant à 200 personnes ; la réouverture des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur à compter du lundi 25 mai 2020. L'état d'urgence a en revanche été reconduit sur toute l'étendue du territoire jusqu'au 31 mai 2020 et les frontières aériennes, maritimes et terrestres restent fermées. L'isolement du Grand Abidjan, où les établissements de nuit restent fermés jusqu'au 31 mai, est également maintenu. Ces annonces interviennent alors que la létalité de la maladie en Côte d'Ivoire est contenue, se situant entre 1 et 1,5% selon le CNS, qui précise dans son communiqué que 6 centres d'accueil de dépistage ont déjà été mis en place dans le Grand Abidjan depuis le début de la pandémie. Le CNS indique également que la distribution gratuite du premier lot de 22 millions de masques au grand public devrait se poursuivre.

La France apportera un appui supplémentaire de 6 M EUR à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire

Lors de sa visite à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire le 11 mai, [l'Ambassadeur de France a annoncé que la France mobiliserait 6 M EUR \(4 milliards FCFA\) auprès de l'Institut Pasteur et de ses partenaires dans la lutte contre la COVID-19](#), pour notamment permettre : (i) le renforcement du réseau électrique du site Pasteur d'Adiopodoumé, où se déroulent tous les tests de laboratoires ; (ii) la rénovation de certains bâtiments d'Adiopodoumé et de 7 autres laboratoires en régions ; (iii) l'acquisition de réactifs et d'intrants nécessaires aux tests ; (iv) la formation du personnel. La France est le 1^{er} bailleur bilatéral du plan de riposte sanitaire ivoirien contre le COVID-19 avec 23 Mds FCFA (35 M EUR) mobilisés auprès des autorités ivoiriennes via le basculement des ressources du programme C2D de développement/désendettement et du prêt santé France/Côte d'Ivoire, deux programmes de l'AFD.

Don de CFAO au ministère de la Santé

Le groupe CFAO en Côte d'Ivoire qui regroupe les sociétés CFAO Retail (Carrefour) CFAO Motors, Copharmed, CFAO Technologies, Mipa, a fait une contribution en vue de soutenir la riposte sanitaire nationale contre le COVID-19. [Le groupe a en effet remis à l'Institut National d'Hygiène Publique 3 véhicules d'une valeur de 60 M FCFA \(90 K EUR\) afin de renforcer les capacités des équipes du ministère de la Santé.](#)

Certification de 13 entreprises locales de production de masques

[13 entreprises locales ont obtenu la certification de Côte d'Ivoire Normalisation \(CODINORM\) pour produire des masques de protection](#), avec une capacité de production de plus de 500 K masques par jour et 15 M par mois contre le COVID-19. L'annonce a été faite le 10 mai, par le Ministre ivoirien du Commerce et de l'Industrie. Ce dernier a lancé un appel aux entreprises et aux artisans intéressés par la production de masques de se rapprocher de CODINORM pour la certification de leurs produits avant la mise sur le marché.

GUINEE

Cheick Tailby Sylla, ministre de l'Energie, renvoyé du gouvernement

[Le ministre de l'Energie, Cheick Taliby Sylla](#), a été renvoyé du gouvernement sur décret du Président de la République, rendu public le 12 mai. Cette décision intervient après une forte dégradation de la fourniture en courant électrique ces dernières semaines, malgré l'arrivée en janvier 2020 d'un navire turc hébergeant une centrale thermique. La dégradation du service s'expliquerait par la mise à l'arrêt de plusieurs centrales thermiques (détenues par des sociétés privées), qui n'étaient plus payées par l'opérateur public Electricité de Guinée (EDG).

La Guinée va devoir importer près de 3 000 tonnes de poissons au 2^{ème} trimestre

En raison des répercussions de la crise du COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement en produits halieutiques, [le département des pêches estime que le stock total de poissons](#) en Guinée sur la période allant du 1^{er} mai au 30 septembre 2020 (toutes pêches et importations comprises) devrait être de 91 793 tonnes, contre un besoin national de consommation calculé à 94 650 tonnes, soit un manque de 2 857 tonnes. Pour combler ce vide, le ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie maritime souhaite importer la quantité manquante grâce à un accord de principe obtenu du ministre des Pêches de la Mauritanie.

Le directeur général des douanes visite le port sec de Kagbelen

[Le 11 mai, le Directeur Général des douanes, le Général Toumany Sangaré, accompagné d'une équipe de Bolloré Logistics, a visité le port sec en construction de Kagbélén](#), situé à quelques kilomètres au Nord de Conakry. Tenant compte de l'encombrement croissant du Port autonome de Conakry, Conakry Terminal a entrepris l'aménagement d'une plateforme de stockage et de livraison de véhicules dans l'enceinte du Port de Kagbelen, d'une superficie de 30 hectares. Le coût global de ce projet – intégralement financé par Conakry Terminal - est de 1,7 M EUR, dont 1 M EUR de travaux d'infrastructure et 700 000 EUR d'acquisition de matériel. La réalisation de la plateforme RoRo devrait également désengorger le terminal à conteneurs. Par ailleurs, le Port autonome accompagnera la société Bolloré Logistics dans la réalisation de la connexion

ferroviaire qui doit le relier le port maritime de Conakry au port sec de Kagbelen. Cette visite intervient quelques jours après l'arrivée au Port autonome de Conakry de portiques, pour lesquels Bolloré Logistics a investi 6,8 M EUR pour leur acquisition ainsi que 5 M EUR pour la réalisation des travaux de génie civil afférents.

GUINEE-BISSAU

Le Président initie la révision de la Constitution

[Le Président Umaro Sissoco Embaló a annoncé la création d'une commission chargée de proposer un projet de révision de la Constitution](#), qui est au cœur de la crise politique qui secoue le pays depuis 2015. Un décret présidentiel a été pris à cet effet et les cinq membres de cette commission, choisis par le président lui-même, auront 90 jours pour lui présenter leur travail. Le décret évoque entre autres la « nécessité d'adopter un système de gouvernement qui s'adapte mieux à la réalité socio-culturelle du pays et qui contribue à garantir la stabilité institutionnelle » de la Guinée Bissau. Le système semi-présidentiel hybride établi par l'actuelle Constitution est en effet considéré comme une disposition au cœur des blocages institutionnels et de l'instabilité politique que connaît le pays depuis 2015. La clarification du partage des pouvoirs entre le président et le Premier ministre, qui gouverne et forme le gouvernement, serait l'une des principales demandes des acteurs politiques bissau-guinéens et de la communauté internationale. Pour rappel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avait exhorté le Président à « engager immédiatement la réforme relative à une nouvelle Constitution qui sera soumise à un référendum dans six mois » dans un [communiqué](#) daté du 22 avril. Si le projet de révision est accepté par le chef de l'État à l'issue des trois mois de travaux de la commission, se posera la question de l'adoption de la réforme par référendum : une disposition qui ne serait pas prévue par la Constitution actuelle.

L'Etat finance la campagne de commercialisation de l'anacarde à hauteur de 22,9 M EUR

[Le gouvernement de Guinée-Bissau est parvenu à un accord avec cinq banques commerciales pour assurer le financement de la campagne de commercialisation des noix de cajou en 2020](#). Le gouvernement mettra 3 Mds FCFA (4,8 M EUR) à disposition de chacun de ces établissements bancaires, remboursable dans un délai de neuf mois et assorti d'un taux d'intérêt de 2%, pour financer l'achat des noix de cajou par les opérateurs. Le directeur de la Banco da África Ocidental, au nom des cinq banques, a précisé que le financement mis à disposition ne sera libérable que si l'opérateur n'a pas de dettes et dispose d'un contrat d'achat et de vente pour son produit. La convention de financement a été signée le 8 mai 2020 entre le Ministère des Finances et les représentants des cinq établissements bancaires. Pour rappel, la noix de cajou est la première source de devises du pays (88,4% des exportations totales en 2018). Près de 80% de la population bissau-guinéenne est dépendante des revenus générés par la noix de cajou. La campagne de commercialisation de ce produit agricole se déroule habituellement d'avril à septembre, mais la pandémie de COVID-19 et la proclamation de l'Etat d'urgence jusqu'au 11 mai ont retardé l'ouverture officielle de la campagne cette année. Elle devrait intervenir dans les prochaines semaines. Le prix de référence de la noix de cajou a été fixé à FCFA 375 le kilo et les taxes sur l'exportation de noix de cajou brute ont été réduites.

LIBERIA

La banque centrale conclut un contrat avec Crane AB pour l'impression de billets

[La Banque Centrale du Libéria \(BCL\) a annoncé, le 5 mai 2020, avoir retenu l'offre de l'entreprise américaine Crane AB pour l'impression et la livraison de 4 Mds LRD \(18,7 M EUR\)](#), en coupures de 500 LRD (2,3 EUR). Le gouverneur de la CBL déclaré que pour garantir l'intégrité du processus et sa pleine conformité avec les normes internationalement reconnues, la CBL a bénéficié des conseils du cabinet Kroll Associates, grâce à un programme d'assistance technique financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Pour rappel, le cabinet Kroll a produit en février 2019, sur requête du Gouvernement libérien, [un rapport d'investigation](#) sur les irrégularités de procédures relatives à l'achat de nouveaux billets de banque par la BCL.

MALI

Adoption d'une loi de finances rectificatives au Mali face au contexte de la COVID-19

[Le gouvernement malien a adopté, en Conseil des ministres du 13 mai, une Loi de finances rectificative pour l'exercice budgétaire 2020.](#) Cette modification intervient pour tenir compte des nouvelles orientations découlant des réponses à la crise sanitaire liée au COVID-19 et vise entre autres : l'allocation d'un budget supplémentaire au ministère de la Santé et des affaires sociales, en vue de renforcer les moyens d'intervention des structures de santé ; l'appui aux ménages, aux entreprises et à l'économie ; la prise en compte de l'incidence de la baisse de l'activité économique sur les recettes fiscales et la prise en compte des financements additionnels des Partenaires techniques et financiers pour faire face principalement à la pandémie de la maladie à COVID-19. Ainsi, les prévisions rectifiées des recettes budgétaires s'élèvent à 2 041 Mds FCFA (3,1 Mds EUR, soit une réduction de 6,46%, par rapport au budget initial). Les dépenses budgétaires rectifiées se chiffrent à 2 781 Mds FCFA (4,2 Mds EUR), soit une augmentation de 6,77% par rapport au budget initial. Le projet de budget rectifié dégage un déficit prévisionnel révisé de 740 Mds FCFA (1,1 Md EUR), soit une hausse de 317,2 Mds FCFA (483,6 M EUR) ou de 75%.

Création du comité de gestion du « Fonds de concours pour la lutte contre le COVID-19 »

[Le comité de gestion du « Fonds de concours pour la lutte contre le COVID-19 » a été créé le 14 mai 2020,](#) auprès du ministre chargé de l'Economie et des Finances. Composé de neuf membres, il a pour mission de veiller à la gestion transparente du « Fonds concours » mis en place dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, conformément aux textes régissant les finances publiques. Le comité de gestion est présidé par le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances qui sera assisté par des 5 représentants du secteur public (dont 3 du ministère de la Santé et des Affaires Sociales), deux représentants du secteur privé (le Conseil national du patronat du Mali et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali) et un représentant de la société civile (le Conseil national de la Société civile). Le comité de gestion est chargé entre autres de déterminer et valider les besoins ; de veiller à l'utilisation des ressources du « Fonds de concours » exclusivement à l'exécution des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 et d'élaborer à la fin de la crise, à l'attention du ministre de l'Économie et des Finances, un rapport de gestion du « Fonds de concours ». À noter que les dépenses sur le « Fonds de concours pour la lutte contre le COVID-19 » peuvent être soumises au contrôle de toutes les structures de contrôle de l'Etat.

Le Japon et le PAM apportent une aide alimentaire d'urgence aux personnes nouvellement déplacées

[Selon un communiqué publié le 11 mai 2020, le gouvernement du Japon a apporté une contribution de 3 M USD au Programme alimentaire mondial \(PAM\)](#) afin de fournir une aide alimentaire d'urgence à 100 000 personnes nouvellement déplacées et aux communautés hôtes touchées par les conflits et la violence intercommunautaire au nord et au centre du Mali, notamment dans les régions de Gao, Kidal, Ménaka, Mopti, Ségou et Tombouctou. L'assistance sera fournie sous forme de coupons que les bénéficiaires échangeront contre des produits alimentaires auprès de commerçants locaux. Quelques jours auparavant, [l'Allemagne avait apporté une contribution de 11 M EUR aux activités du PAM](#) et à ses partenaires en vue d'aider les communautés à se préparer, répondre et se relever face aux chocs climatiques et aux impacts des conflits dans le pays. Cette contribution fait partie d'un soutien pluriannuel de l'Allemagne dans tout le Sahel et permettra au PAM d'assister 144 000 personnes à travers le Mali. Cela comprendra environ 43 500 enfants, femmes enceintes et mères allaitantes qui bénéficieront d'un soutien nutritionnel tandis que 86 000 personnes recevront des transferts en espèces pour la création d'actifs. Enfin, il permettra de nourrir 15 100 écoliers.

Le groupement ANTEA France BREESS fournira des services d'Ingénieur Conseil pour le Programme d'Alimentation en Eau Potable et Mesures d'Assainissement au Mali

[Le Gouvernement du Mali a accordé le marché relatif aux services d'Ingénieur Conseil pour le Programme d'alimentation en eau potable et mesures d'assainissement dans les centres semi-urbains et ruraux au](#)

[groupement ANTEA France BREESS](#). Ce projet, d'un montant de 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR) hors taxes et droits de douanes, est financé par la KfW et devrait être exécuté sur 39 mois. Il contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations dans les régions de Koulikoro et Kayes.

MAURITANIE

Un plan national de riposte au COVID-19 d'un montant de 595 M EUR

[Le ministre de l'Économie et de l'Industrie, Abdel Aziz Ould Dahi](#), a présenté le 8 mai 2020, par visioconférence, le Plan national multisectoriel de riposte au COVID-19 en présence des donateurs et partenaires techniques. La santé, la coordination et le suivi du plan de veille économique, les mesures d'atténuation de l'impact socio-économique, la relance économique et l'accès aux services de base ainsi que les aspects sécuritaires sont les cinq piliers du projet présenté par le gouvernement. Ce plan national est évalué à 24,3 Mds MRU (595,3 M EUR) dont une part importante est financée sur le budget de l'État. Le ministre a également confirmé les prévisions d'une contraction de l'économie de 2 % et d'un déficit budgétaire de l'ordre de 5 % du PIB. Pour rappel, la Mauritanie est l'un des pays les moins touchés de la région par l'épidémie, avec 20 cas détectés dont 2 décès au 15 mai 2020.

La SOMELEC annonce la fin des délestages

[La Société mauritanienne d'électricité annonce la fin de tous les délestages](#) suite à un vaste programme d'acquisitions, de redéploiement d'équipements, et de révision des groupes électrogènes. Ces améliorations interviennent dans un contexte marqué par une augmentation significative de la consommation nationale d'énergie en raison des mesures prises afin de contenir la pandémie de COVID-19.

NIGER

Adoption par le Conseil des Ministres du projet de loi de finances rectificative 2020

[Le Projet de loi portant rectification de la loi de finances pour l'année budgétaire 2020 a été adopté en Conseil des ministres, le 8 mai 2020](#), afin de mieux tenir compte des impacts du COVID-19. Le Niger a décidé de revoir son budget à la hausse, de 2 266,15 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) initialement à 2 405,53 Mds FCFA (3,6 Mds EUR), soit une augmentation de 6,15%. Le projet de loi sera transmis à l'Assemblée Nationale pour une adoption définitive. Pour rappel, les perspectives de croissance du Niger pour l'année 2020 ont été revues à la baisse de 4,3 points dans la dernière publication du FMI en avril 2020, à 1 %.

Réouverture des lieux de culte et levée du couvre-feu à Niamey

Dans un communiqué lu sur les chaînes publiques, le gouvernement nigérien a pris plusieurs dispositions dans le cadre de l'allègement des mesures de confinement. Parmi les mesures prises, les autorités ont décidé de lever le couvre-feu en vigueur dans la capitale Niamey. Elles ont également décidé de la réouverture des lieux de culte à compter du 13 mai 2020 sur toute l'étendue du territoire national. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Yahouza Sadissou, a quant à lui annoncé que les établissements scolaires et universitaires rouvriraient à partir du 1^{er} juin dans l'ensemble du pays.

Adoption d'un projet de décret pour obliger les utilisateurs et fournisseurs de services téléphoniques et internet à s'identifier

[Le gouvernement nigérien a adopté en Conseil des ministres un projet de décret portant sur l'identification des acheteurs et utilisateurs de services de téléphonie mobile et d'internet ouverts au public](#). Ce projet a pour objectif d'intégrer de nouveaux acteurs tels que les gérants de cyber café ou de wifi public et de prendre en compte la protection des données à caractère personnel. Il vise également à amener les abonnés, les opérateurs de téléphonie mobile et les fournisseurs d'accès à l'internet à s'acquitter de leur obligation d'identification.

SENEGAL

Un prêt de 150 M USD de la Banque mondiale pour améliorer la compétitivité de l'agriculture et de l'élevage

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le 12 mai, [un prêt de 150 M USD de l'Association internationale de développement \(IDA\) pour soutenir le Sénégal](#) dans le renforcement de la productivité agricole et la construction de systèmes alimentaires résilients, climato-intelligents et compétitifs. Ce « Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage » devrait accroître les exportations de cultures à haute valeur ajoutée telles que les arachides décortiquées et les produits horticoles, ainsi que la productivité de l'élevage laitier. Il a également pour objectif de réduire le taux de mortalité des petits ruminants. Le programme bénéficiera aux petits producteurs et éleveurs, encouragés à investir dans des cultures et des chaînes de valeur de l'élevage plus productives et plus résistantes. Il fournira également aux producteurs du Bassin arachidier étendu et des zones agro-pastorales un accès à des financements et assurances. Enfin, il devrait permettre au gouvernement de mettre en place des politiques plus efficaces de prix, de quotas et de subventions.

L'Etat investit 2 Mds FCFA pour la résilience économique de la pêche artisanale

Le ministre des Pêches et de l'Economie maritime a signé le 12 mai, une convention de partenariat avec la Délégation à l'entrepreneuriat rapide (DER) et le crédit mutuel de Sénégal (CMS), suite à une séance de travail avec des organisations de pêcheurs. Cette convention de financement s'élèverait à 2 Mds FCFA (3 M EUR) à destination des pêcheurs, mareyeurs et femmes transformatrices, pour accompagner et renforcer la résilience des pêcheurs. Le financement s'établit sous forme de crédit revolving avec un taux concessionnel de 3% remboursable de 6 à 12 mois.

SIERRA LEONE

Baisse des revenus miniers dans le contexte du COVID-19

La Sierra Leone subit une crise importante des revenus miniers, car les restrictions liées à la COVID-19 nuisent à la capacité des entreprises à exporter l'or et le diamant et d'accéder à des fournitures essentielles. Les revenus de l'exploitation minière sont passés de 2,24 M USD en avril 2019 à seulement 0,33 M USD en avril 2020, soit une baisse de 85% sur un an. Les exportations d'or et de diamants sont au point mort depuis le 21 mars, date à laquelle la Sierra Leone a suspendu tout le trafic aérien dans le but de ralentir la propagation du coronavirus. L'exploitation minière représente plus de 80% des recettes d'exportation du pays.

Avis général de passation de marchés pour le projet de relance sociale post-Ebola

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a publié, le 12 mai, l'avis général de passation de marchés pour le Projet de fonds d'investissement social pour la relance post-Ebola](#), financé à hauteur de 13,6 M USD par deux de ses guichets : le Fonds africain de développement et le [Fonds d'affectation spéciale de l'initiative pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural](#). L'Etat sierra-léonais bénéficie de ce financement via l'Union du fleuve Mano. L'objectif du projet est de renforcer la résilience des communautés touchées par l'épidémie d'Ebola par le biais de (i) la restauration des services sociaux de base ; et (ii) la relance des opportunités économiques locales, en particulier pour les femmes, par la création d'emplois durables dans des entreprises et des marchés à valeur ajoutée, ainsi que par des formations appropriées pour le développement de leurs compétences. L'accès aux services sociaux de base et au financement pour la création de micro et petites entreprises devrait aussi être renforcé.

TOGO

Les surestaries sont suspendues au port de Lomé

Le 6 mai dernier, [le gouvernement togolais a décidé par arrêté \(014/2020\) la suspension temporaire du paiement des surestaries](#) pour la détention de conteneurs et pour le stationnement sur les terminaux à

conteneurs au Port de Lomé. Cette décision, prise pour satisfaire les demandes des importateurs, fait suite à un allongement significatif de la durée du temps de chargement des marchandises principalement lié aux mesures de lutte contre le COVID-19. Le manque à gagner pour les compagnies maritimes est estimé à 750 M FCFA (1,1 M EUR) par mois.

La compagnie aérienne Asky est en grande difficulté face à la crise

[Après plus d'un mois sans activité - tous ses vols ayant été annulés - Asky, adossée à Ethiopian Airlines, est en grande difficulté.](#) L'Etat togolais, qui n'est pas actionnaire de la compagnie régionale, veut toutefois essayer de l'appuyer en lui facilitant l'octroi de financements auprès de banques de développement.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque